

# Pour réussir une insurrection, quels bâtiments faut-il envahir ?



Avant toute discussion, il faut rappeler que la guerre n'est jamais faite par des Bisounours qui allument des bougies, là où sont tombés les corps des innocents.

Par contre, la guerre (quelle soit civile, révolutionnaire ou conventionnelle) est toujours, mais alors toujours, au détriment de la population civile, des femmes et des enfants.

Cette famille n'existe plus, la maman et la fille sont mortes, dans les bras l'une de l'autre.





Photo [Soutien à la rébellion du Donbass : juillet 2015](http://alawata-rebellion.blogspot.com)  
([alawata-rebellion.blogspot.com](http://alawata-rebellion.blogspot.com))

Une fois ce préambule posé, nous pouvons discuter, calmement, des mécanismes, des objectifs et des conséquences de la chose.

Pourquoi je m'autorise à vous parler de ce sujet qui n'a rien de léger, de frivole ou d'utopique ?

Parce qu'après cinq années de participation à un conflit en Europe, le Président de la ДНР DNR m'a honoré de la nationalité du Donbass.

Et même si je ne pourrai jamais, dans ces lignes, expliquer mon action là-bas, j'en connais suffisamment pour vous en parler.

Avant le démarrage de toutes les guerres civiles, il y a l'instauration du chaos.

**Le désordre peut hiérarchiquement être classé.**

Il y a dans l'échelle du désordre, schématiquement et de manière simplifiée, 4 niveaux qui sont identifiables par tous :

**1° L'ordre.**

**2° les manifestations.**

**3° les insurrections.**

**4° les révolutions.**

Au premier niveau : l'**Ordre** :



C'est le niveau « 0 » du désordre, M. de la Palisse n'aurait pas dit mieux. Vous allez faire vos courses dans un marché, un magasin ou au supermarché du coin, vous flânez devant un cinéma, vous bronzez sur une plage ou vous vous entassez dans le métro, tout est en ordre. La vie s'écoule paisible. Mme Michu est tranquille.



Au second niveau : la **Manifestation** :

Elle a vocation à exprimer un mécontentement, une demande particulière ou un rappel à l'ordre !  
(Promesses non tenues par un politicien, avec autant de s que nécessaire).

Juppé s'en souvient, du mécontentement populaire, et il ne s'en remettra jamais au niveau national.



Bloquer Paris et la France pendant plusieurs jours, et le gouvernement se voit contraint de renoncer.

La force de la rue n'est certes pas d'un usage démocratique, mais c'est un moyen efficace d'obtenir satisfaction.

A contrario, la réussite n'est pas certaine.



La France, celle qui n'est d'aucune minorité, essaie en vain de rappeler à la raison les politiques, et ce n'est pas une personne proche d'un poseur de bombe indépendantiste en Guyane, divorcée depuis, et dont le nom a été raccourci, qui écouterait les Français. Bien au contraire.



Les victoires, grâce aux manifestations, ne sont ni toujours de droite, ni toujours de gauche.

La gauche a bu le calice en 1984. Souvenir pour les écoles libres.



Mais, heureusement, tout reste sous contrôle, Mme Michu continue à suivre son actualité.



Au troisième niveau : l'Insurrection :

L'insurrection est une remise en cause du pouvoir, avec un



désir sous-jacent soit de le remplacer, soit de le combattre pour le faire plier.

L'insurrection est à ne pas confondre avec les manifestation violentes qui se classent dans la précédente catégorie.

La manifestation non violente est un grand classique de la vie publique ; plus rare, l'émeute qui poursuit celle-ci n'a pas d'objectif politique à long terme, et reste pour cette raison classée en manifestation.

En 2005, les émeutes de banlieues sont d'un vide politique affligeant.



EXTRAIT :

[Émeutes de 2005 dans les banlieues françaises – Wikipédia \(wikipedia.org\)](http://wikipedia.org)

*Le journal télévisé, un créateur de représentations sociales...*

*Dans un premier temps, les analystes affirment que les émeutes des banlieues sont des violences « sans revendications » : pour eux, les émeutes trouvent leur origine dans la colère et la frustration des jeunes qui n'ont pas de perspectives professionnelles et sociales.*

*La Direction centrale des Renseignements généraux (DCRG) remarque que « les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur*

*origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française », une observation partagée par le Conseil national des villes qui parle de « leur absence de place dans la société ». Les jeunes expliquent leurs motivations en citant la rivalité entre les cités, l'aspect ludique de la destruction, le défi à l'autorité, la volonté de marquer son territoire, et une rancœur très forte envers les représentants de l'État et en particulier la police.*

Politiquement, vouloir marquer son territoire ou une rancœur contre la police ne fait pas un programme politique.



Autre cas, 1968, ce sont encore des manifestations qui virent à l'émeute.

*Le lundi 13 mai 1968, une immense manifestation composée de lycéens, d'étudiants et de grévistes ouvriers et employés venus de toute la France traverse Paris. Une semaine plus tard, le 20 mai, Sartre va aussi interviewer Daniel Cohn-Bendit sur le « programme » et les « objectifs » à long terme des étudiants, même si ce dernier refuse catégoriquement qu'il y en ait, car « définir un programme » serait « inévitablement paralysant ».*

*Les syndicats, débordés par la poursuite de cette grève spontanée au delà de la journée du 13 mai, reprennent petit à petit la tête du mouvement. Cependant, les syndicats, par cette action, n'isolent pas seulement les ouvriers des influences « petites-bourgeoises » des étudiants, mais aussi des travailleurs d'autres entreprises et empêchent, de la sorte, qu'ils se reconnaissent ainsi des intérêts communs dans*

*cette lutte.*

*Revenu à Paris le lendemain midi 30 mai, de Gaulle accepte la proposition de Georges Pompidou de dissoudre l'Assemblée nationale pour organiser de nouvelles élections législatives. Le 30 mai 1968 dans l'après-midi, tandis qu'une marche de soutien au gouvernement, menée par André Malraux et Michel Debré, réunit sur les Champs-Élysées de nombreux manifestants, de Gaulle fait un discours offensif : il annonce qu'il ne se retire pas et qu'il ne change pas de Premier ministre. Il organise des élections législatives anticipées « à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler ».*

Fin de mai 68. De Gaulle reste encore un peu, l'État, lui, continue avec quelques changements minimes ; au final, il restera tel qu'il nous apparaît en 2021.

Nous venons de voir **tout ce qui n'est pas une insurrection.**

( Je n'oublie pas les Gilets jaunes mais ils sont tellement politiquement hors-jeu que le résultat de leurs actions « Bisounours » était prévisible dès le 3<sup>e</sup> rassemblement).

Alors c'est quoi, une insurrection ?

C'est la volonté d'un groupe de citoyens de ne pas accepter le diktat de son gouvernement, qui, en paroles, en intentions ou en actions remet en cause des intérêts particuliers.

Et cela se traduit obligatoirement par des actions qui ne visent pas seulement à occuper la rue pour manifester son mécontentement mais à aussi aller là où s'exerce le pouvoir pour bien faire comprendre « QUE NON ».

**ça !**



**« ça, ce ne sera pas possible ».**

Prenons un exemple franco-français.

**Affaire Benalla - "Qu'ils viennent me chercher" : la phrase d'Emmanuel Macron fait bondir l'opposition**



**Qu'ils viennent me chercher ! Banco, on y va !**

Le mode insurrectionnel serait alors d'aller chercher tous les représentants de l'État, à la manière des grèves des années 1970 et 1980, puis de séquestrer ses préfets et ses sous-préfets pour faire plier l'État.

Si un jour une insurrection devait se dérouler en France, vous le sauriez quand les manifestants, au lieu d'occuper le trottoir sans goudron d'un rond-point, allaient réveiller le préfet ou le sous-préfet puis allaient occuper la représentation de l'État pendant tout le temps nécessaire, donc plusieurs jours...

La séquestration du représentant de l'État devenant alors un message clair pour le pouvoir, l'épreuve de force peut commencer.

En 68 ou en 2005, les préfets dormaient sur leurs deux oreilles.

Alors est-ce que cela est possible et si oui, possible sans effusion de sang ?

**La réponse est oui.**

[Brutal clashes in Donetsk: Riot police stoned and punched by pro-Russian separatists – YouTube](#)

ou encore

[Ukraine : le fossé se creuse encore – YouTube](#)

Je connais bien ce bâtiment, mon logement à Donetsk est à 100 m.

Les policiers, face à la colère de la foule sans armes, n'ont pas tenu 1 heure, et pourtant c'est le bâtiment du procureur général de la région. Lourdemment protégé par des gars dont c'est le métier.

On est loin ici des Gilets jaunes qui font des grillades entre copains et rêvent de refaire le monde ou encore des Gilets jaunes à Paris qui laissent l'Arc de triomphe être pillé par des « Chances pour la France ».

Non, en Ukraine, ils sont allés chercher les responsables, dans leurs bâtiments, pour les sortir par les couilles et les flics locaux avaient deux options :

- être avec eux ou
- allez chez le dentiste le soir.

**Macron, tu veux qu'on essaie à la mode du Donbass pour venir te chercher ?**

Au quatrième niveau : la **Révolution** :

Face à une insurrection qui est matérialisée par la prise de contrôle des lieux où s'exercent les pouvoirs, l'État à peu de choix :

- ou plier et donc avouer son incapacité à gérer les questions que posent les manifestants en mode insurrectionnel, son impuissance est alors terrible, son aveu de faiblesse sera la première étape de son départ

en mode « sauve qui peut ».

- soit être intransigeant et basculer dans la répression sans limite à l'aide de ses forces armées.

Encore une fois, reprenons notre exemple en Ukraine. Kiev n'a pas fait dans le détail : c'est l'armée en mode munitions de guerre qui est envoyée mater les agitateurs de rue.

L'armée refusera de tirer à balle réelle sur sa propre population. Ceux qui le feront, une très petite minorité, déclencheront dans la population une réaction immédiate de rechercher des armes (tous les commissariats passeront en mode toutes les ouvertures fermées à triples tours et on ne bouge plus) pour les utiliser en représailles.

Cette armée de conscription refusera de tuer leurs familles et se retirera. Reviendront les bataillons spéciaux de nazis ([état des lieux des néo-nazis au pouvoir a Kiev | Le Club de Mediapart](#) ), mais c'est déjà une autre histoire, trop longue à raconter ici.

La suite vous connaissez, une guerre sans fin en Europe, à 3 heures de Paris.

Au niveau France 2021 : **Que faire et comment le faire ?**

Manifester ne sert à rien vu l'ampleur de la tâche à accomplir. À notre stade, seule une insurrection serait de nature à remettre en ordre certaines priorités qui sont simplement :

- le travail pour tous,
- la sécurité partout (humm, dois-je être plus précis ?)
- et arrêter de payer des fonds étrangers qui nous siphonnent notre richesse. (voir le poids de la dette en 2021).

Déjà avec ça, on voit ce qu'il faut faire, si on ajoute une vraie démocratie complète, et un copier-coller façon Louis XIV

; pour les parasites : remigration sans passer par la case départ et sans toucher 20 000 euros. On va assainir nos finances.

Début du mode d'emploi :

*L'occupation des lieux représentatifs du pouvoir que sont les préfectures et les sous-préfectures sont 50 % de la clef d'une insurrection réussie. Les autres 50 % sont les lieux de médias, radios, télévisions et journaux.*

En Ukraine, la population est spontanément partie à l'assaut de ces endroits dans une impréparation assez visible.

En France, les corps intermédiaires devraient servir de support à la grogne, mais combien se sont opposés aux mesures liberticides ?

Quel syndicat, quelle association, quel parti politique a osé remettre en question le discours officiel ?

Je compte comme vous... 0 + 0 + 0 = 0

Quelques personnalités se sont démarquées, oui...

Mais sans effet.

Et les Black-Blocs ?

Alors ceux-là, vous les oubliez. Petits-bourgeois qui n'ont pour seule fonction que de casser les biens des honnêtes gens, je n'en ai croisé **aucun** dans un pays en lutte contre le fascisme ouvertement promu. Et pourquoi ? Lire ici :

[Les néo-nazis sévissent en Ukraine, mais le nazisme n'est plus le « mal absolu » \(pour l'Occident\) – par Maria Grazia Bruzzone | Le Club de Mediapart](#)

L'occupation des préfectures et des sièges sociaux des médias ne veut pas dire casser ou brûler les biens ou les bâtiments ; renverser un pouvoir ne demande pas de brûler l'agence

bancaire du coin ou de casser la vitrine de la boulangerie du quartier.

Défier le pouvoir en refusant de tout accepter n'est pas voler son voisin en pillant son magasin.

Si des organisateurs se sentent le devoir de préparer une insurrection propre, ils devront en plus de « penser lutte contre le pouvoir » aussi penser : « maintient de l'ordre contre les racailles ».

Cruel dilemme : attaquer les flics ou leur demander de l'aide pour faire régner la paix des quartiers et protéger les citoyens des débordements ???

Cela devient ubuesque et du ressort de la psychiatrie, car on passe dans le domaine de la schizophrénie !!!

Prendre une préfecture, c'est casser une chaîne hiérarchique en privant les autorités de ce rouage, mais c'est aussi laisser la racaille libre de toutes contraintes.

Endosser le costume insurrectionnel en France, c'est aussi vouloir prendre celui de Gens d'Armes occasionnels.

Qui est prêt ?

Moi, OUI !

Petite expérience récente à partager.

Et là, l'unité de la contestation va voler en éclats entre les gentils hommes et femmes de gauche qui, malgré, tout se révoltent contre le gouvernement et les méchants réacs de droite qui, façon Portos, Aramis et Athos, ne laisseront pas les étrangers se faire plaisir sans réaction brutale voire définitive.

Seuls, ils ne pourront rien, mais une fois ensemble, les Français se souviendront d'Alexandre Dumas et les « à-côtés »

de la lutte contre le pouvoir pourraient bien ressembler à un réveil brutal pour certains, façon plage Corse en été...

Préfecture, siège social des médias, mais ensuite ?



Pour ce qui est des mairies, des anciennement 36 000 communes de France, aucune illusion, elles ne sont pas le centre d'un pouvoir, il suffit de voir combien les maires sont TOUS attachés à une laisse qui porte le nom de :

#### **DOTATIONS ET SUBVENTIONS DE L'ÉTAT.**

[Obtenir des subventions | Collectivités locales \(collectivites-locales.gouv.fr\)](http://collectivites-locales.gouv.fr)

Vous voulez occuper les mairies, fort bien, et alors qui est emmerdé, l'équipe municipale ? Wouahou.

Au ministère, cela ne gêne personne !

Le maire sera vu comme un élu local qui sait discuter avec les bouseux du coin.

Le préfet, lui, n'a pas d'ancrage local et son patron direct, c'est le ministre de l'intérieur, voire le 1er ministre si le problème représente un danger direct pour l'état.

Conclusion, ne saccagez pas les mairies, car il n'est pas dit que le maire ne partage pas en privé votre analyse...

Les cibles sont choisies ; il convient d'aborder légèrement



les méthodes.

En principe, une manifestation va d'un point A vers un point B. La bloquer entre ces 2 points est une victoire des forces de l'ordre, forcer le passage est une victoire des manifestants. c'est blanc ou noir.

Prendre d'assaut un bâtiment public pose d'autres paramètres. Comme celui de l'obligation de disposer d'une garde fixe autour dudit bâtiment, qui doit être relevée. Mais aussi qui doit être mise en place avant que les éléments insurrectionnels arrivent sur le lieu.

Et c'est sur ce point, que je ne m'étendrai pas plus, parce que, à ce jeu, les black blocs, eux, ont tout compris.

Ah, le téléphone portable et la réactivité de l'administration... ou sa lenteur légendaire.

Recherchez « manœuvre de déception en mode militaire », et vous comprendrez comment seulement 40 hommes ont pris le contrôle de la ville de Slaviansk.

40 volontaires décidés et sans esprit de recul, ça laisse rêveur en comparaison avec la France. Très vite rejoints par 3000 quand la population a fait son choix.

Combien sommes-nous en France prêts à tout abandonner pour un idéal ?

Vous voyez que cette guerre civile ne serait pas aussi simple que certains le promettent.

Mme Michu peut dormir tranquille. Elle attendra notre guerre civile encore longtemps chez son coiffeur.



**Carl Pincemin**